

2^e les articles 1^{er} à 28 et 30 de la loi du 26 juin 1990 relative à certains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat.

Art. 2. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

LOI RELATIVE A LA SUPPRESSION OU A LA RESTRUCTURATION D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC ET D'AUTRES SERVICES DE L'ETAT (1)

Coordonnée le 13 mars 1991.

TITRE I^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er} (2). Pour l'application de la présente loi coordonnée, il faut entendre par :

1^o « loi spéciale », la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 12 janvier 1989 et du 16 janvier 1989;

2^o « loi spéciale de financement », la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

TITRE II. — Dispositions relatives aux organismes publics à transférer aux Communautés, aux Régions et à la Commission communautaire commune

CHAPITRE I^{er}. — Suppression de certains organismes d'intérêt public, de certains services de l'Etat, et création d'un organisme d'intérêt public pour le logement dans la Région de Bruxelles-Capitale (3)

Section 1^{re}. — De la suppression de certains organismes et des conséquences de celle-ci

Art. 2 (4). § 1^{er}. Sont supprimés les organismes d'intérêt public suivants :

- 1^o a) l'Institut national du logement;
- b) la Société nationale du logement;
- c) la Société nationale terrienne;
- d) la Société nationale des distributions d'eau;
- e) le Fonds d'avance pour la réparation des dommages provoqués par les prises et les pompes d'eau souterraine;
- f) la Société nationale des chemins de fer vicinaux;
- 2^o a) l'Œuvre nationale de l'enfance;
- b) le Fonds national de reclassement social des handicapés;
- c) le Fonds général des bâtiments scolaires;
- d) le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires;
- 3^o l'Institut géotechnique de l'Etat.

§ 2. Dès leur suppression, les lois qui les ont créées, à l'exception des lois du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés et du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont abrogées et leur mention dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, est supprimée.

(1) L'intitulé de la loi du 28 décembre 1984 a été remplacé par l'article 2 de la loi du 26 juin 1990, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

(2) Article 1^{er}, Loi du 26 juin 1990, article 1^{er}, phrase introductory et subdivisions 1 et 2; la mention de la loi du 12 janvier 1989 est ajoutée.

(3) Chapitre I^{er} — intitulé : remplacé par l'article 2, § 2, de la loi du 26 juin 1990, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

(4) Article 2. Loi du 28 décembre 1984, article 1^{er}, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 3.

2^o de artikelen 1 tot 28 en 30 van de wet van 26 juni 1990 betreffende sommige openbare instellingen of instellingen of instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten.

Art. 2. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

WET BETREFFENDE DE AFSCHAFFING OF DE HERSTRUCTURERING VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT EN ANDERE OVERHEIDSDIENSTEN (1)

Gecoördineerd op 13 maart 1991.

TITEL I. — Voorafgaande bepaling

Artikel 1 (2). Voor de toepassing van deze gecoördineerde wet, dient te worden verstaan onder :

1^o « bijzondere wet », de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, van 12 januari 1989 en van 16 januari 1989;

2^o « bijzondere financieringswet », de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de openbare instellingen aan de Gemeenschappen, aan de Gewesten, en aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overgedragen

HOOFDSTUK I. — Afschaffing van sommige instellingen van openbaar nut, van sommige overheidsdiensten en oprichting van een instelling van openbaar nut voor de huisvesting in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (3)

Afdeling 1. — Afschaffing van sommige instellingen en gevolgen van deze afschaffing

Art. 2 (4). § 1. De volgende instellingen van openbaar nut worden afgeschaft :

- 1^o a) het Nationaal Instituut voor de huisvesting;
- b) de Nationale Maatschappij voor de huisvesting;
- c) de Nationale Landmaatschappij;
- d) de Nationale Maatschappij der waterleidingen;
- e) het Voorschottenfonds voor schadeloosstelling voor schade veroorzaakt door het winnen en pompen van grondwater;
- f) de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen;
- 2^o a) het Nationaal Werk voor kinderwelzijn;
- b) het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;
- c) het Algemeen Fonds voor de schoolgebouwen;
- d) het Nationaal Waarborgfonds voor de schoolgebouwen;
- 3^o het Rijksinstituut voor grondmechanica.

§ 2. Vanaf hun afschaffing worden de wetten waarbij ze zijn opgericht opgeheven, de wetten van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van mindervaliden en van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het onderwijs uitgezonderd, en vervallen de vermeldingen ervan in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

(1) Het opschrift van de wet van 28 december 1984, werd vervangen door artikel 2 van de wet van 26 juni 1990, in werking getreden op 1 januari 1989.

(2) Artikel 1. Wet van 26 juni 1990, artikel 1, inleidende volzin en onderafdelingen 1 en 2; de melding van de wet van 12 januari 1989 is toegevoegd.

(3) Hoofdstuk I — opschrift : vervangen door artikel 2, § 2, van de wet van 26 juni 1990, in werking getreden op 1 januari 1989.

(4) Artikel 2. Wet van 28 december 1984, artikel 1, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 3.

Art. 3 (1). Sont supprimés les services de l'Etat suivants :

- 1^o le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat;
- 2^o le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux.

Art. 4 (2). § 1^{er}. En vue de la suppression des organismes visés à l'article 2, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres leur dissolution et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment :

1^o sans préjudice des dispositions des articles 5, 8 et 9, le transfert à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des biens, des membres du personnel, des droits et des obligations des organismes visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o;

2^o sans préjudice des articles 6 et 7, le transfert à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des biens, des membres du personnel, des droits et des obligations des organismes visés à l'article 2, § 1^{er}, 2^o;

3^o le transfert à la Région wallonne, à la Région flamande, à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des membres du personnel, des biens, des droits et des obligations de l'organisme visé à l'article 2, § 1^{er}, 3^o;

4^o le maintien des avantages, notamment fiscaux, dont bénéficient, d'une part, les organismes visés à l'article 2 et, d'autre part, leurs sociétés agréées.

§ 2. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er}, déterminent les modalités de sauvegarde des droits des communes, des provinces, des associations intercommunales et des centres publics d'aide sociale en tant qu'associés ou actionnaires.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} déterminent en outre, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités du transfert des membres du personnel et les mesures nécessaires pour garantir les droits du personnel.

Le transfert du personnel a lieu dans le respect des règles fixées dans l'arrêté royal pris en exécution de l'article 88, § 2, de la loi spéciale.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er}, 2 et 3 sont pris après l'avis des Exécutifs régionaux et communautaires.

Art. 5 (3). § 1^{er}. Le Roi transfère au ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions, par arrêtés délibérés en conseil des ministres, l'exécution des tâches confiées à l'Institut national du logement en matière de spécifications types et d'agrément dans le domaine technique du bâtiment et des accords internationaux y relatifs, ainsi que les droits et obligations y afférents.

§ 2. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} précisent en outre, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 4, les règles de transfert des biens et du personnel concernés par le transfert des tâches reprises au § 1^{er}.

Art. 6 (4). § 1^{er}. Par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le Roi transfère à la Commission communautaire commune, les tâches du Fonds national de reclassement social des handicapés à l'égard desquelles les Communautés ne sont pas compétentes dans la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} précisent en outre, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 4, les règles de transfert des biens et du personnel concernés par le transfert des tâches reprises au § 1^{er}.

§ 3. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} et 2 sont pris après avis du Collège réuni.

(1) Article 3. Loi du 28 décembre 1984, article 1^{erbis}, y inséré par la loi du 26 juin 1990, article 4.

(2) Article 4. Loi du 28 décembre 1984, article 2, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 5; les références aux articles 1^{er}, 3, 4, 5, 6 et 7 sont remplacées par des références aux articles 2, 5, 6, 7, 8 et 9.

(3) Article 5. Loi du 28 décembre 1984, article 3; la référence à l'article 2 est remplacée par une référence à l'article 4.

(4) Article 6. Loi du 28 décembre 1984, article 4, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 6; la référence à l'article 2 est remplacée par une référence à l'article 4.

Art. 3 (1). De volgende overheidsdiensten worden afgeschaft :

- 1^o het Gebouwenfonds voor de rijksscholen;
- 2^o het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen.

Art. 4 (2). § 1. Met het oog op de afschaffing van de instellingen bedoeld in artikel 2 regelt de Koning bij in ministerraad overlegde besluiten de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer :

1^o onvermindert het bepaalde in de artikelen 5, 8 en 9, de overdracht aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, de goederen, de personeelsleden, de rechten en verplichtingen van de instellingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1^o;

2^o onvermindert het bepaalde in de artikelen 6 en 7, de overdracht aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft, van de taken, de goederen, de personeelsleden, de rechten en verplichtingen van de instellingen bedoeld in artikel 2, § 1, 2^o;

3^o de overdracht aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, de personeelsleden, de goederen, de rechten en de verplichtingen van de instelling bedoeld in artikel 2, § 1, 3^o;

4^o het behoud van de voordelen, meer bepaald fiscale voordelen, die de instellingen bedoeld in artikel 2 enerzijds en hun erkende maatschappijen anderzijds, genieten.

§ 2. In de koninklijke besluiten bedoeld in § 1, worden de nadere regelen bepaald om de rechten van de gemeenten, de provincies, de intercommunale verenigingen en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn als aandeelhouder of vennoot te vrijwaren.

§ 3. In de koninklijke besluiten bedoeld in § 1 worden bovendien, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de nadere regelen bepaald van de overgang van de personeelsleden en de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren.

De overgang van het personeel geschiedt met inachtneming van de regels als bepaald in het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 88, § 2, van de bijzondere wet.

§ 4. De koninklijke besluiten bedoeld in de §§ 1, 2 en 3 worden genomen na advies van de Gewest- en Gemeenschapsexecutieven.

Art. 5 (3). § 1. De Koning draagt, bij in ministerraad overlegde besluiten, de uitvoering van de taken die aan het Nationaal Instituut voor de huisvesting werden toevertrouwd inzake bouwtechnische typevoorschriften en goedkeuringen en de desbetreffende internationale akkoorden, evenals de daarmee verband houdende rechten en verplichtingen, over aan de minister die de Openbare werken in zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. In de koninklijke besluiten bedoeld in § 1 worden bovendien, in dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 4, de nadere regelen bepaald voor de overgang van de goederen en van het personeel die met de overdracht van de in § 1 vermelde taken dient gepaard te gaan.

Art. 6 (4). § 1. De Koning draagt, bij in ministerraad overlegde besluiten, aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de taken van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van mindervaliden over, voor wie de Gemeenschappen niet bevoegd zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. In de koninklijke besluiten bedoeld in § 1 worden bovendien, in dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 4, de nadere regelen bepaald voor de overgang van de goederen en van het personeel die met de overdracht van de in § 1 vermelde taken dient gepaard te gaan.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde koninklijke besluiten worden genomen na advies van het Verenigd College.

(1) Artikel 3. Wet van 28 december 1984, artikel 1^{bis}, ingevoegd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 4.

(2) Artikel 4. Wet van 28 december 1984, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 5; de verwijzingen naar de artikelen 1, 3, 4, 5, 6 en 7 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 2, 5, 6, 7, 8 en 9.

(3) Artikel 5. Wet van 28 december 1984, artikel 3; de verwijzing naar artikel 2 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 4.

(4) Artikel 6. Wet van 28 december 1984, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 6; de verwijzing naar artikel 2 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 4.

Art. 7 (1). § 1^{er}. Le Roi transfère à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité par arrêtés délibérés en conseil des ministres, l'exécution des missions relatives à l'intervention dans les prestations individuelles de réadaptation fonctionnelle confiées au Fonds national de reclassement social des handicapés par l'article 3, 2^e, 3^e et 4^e, de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, y compris le remboursement des frais de déplacement en relation avec ces prestations ainsi que les droits et obligations y afférents.

Par arrêté délibéré en conseil des ministres, le Roi précise les prestations visées à l'alinéa 1^{er} relatives à la réadaptation fonctionnelle qui entrent dans le champ d'application de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

§ 2. Le Roi fixe par arrêté délibéré en conseil des ministres les règles relatives à la fixation, la perception, l'affection et la répartition des recettes visées à l'article 24, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o, de la loi du 16 avril 1963 mentionnée au § 1^{er}, afin qu'elles soient mises à la disposition de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

§ 3. Par arrêté délibéré en conseil des ministres, le Roi précise en outre, dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 4, les règles de transfert des biens et du personnel concernés par l'application des §§ 1^{er} et 2.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, modifier la loi du 16 avril 1963, en vue d'harmoniser les avantages visés au présent article avec les dispositions correspondantes en vigueur dans le cadre de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 8 (2). § 1^{er}. Le Roi transférera, aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 4, par arrêté délibéré en conseil des ministres et après avis de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif régional wallon, une partie des biens, des membres du personnel, des droits et des obligations de l'Institut national du logement et de la Société nationale du logement et une partie des membres du personnel de la Société nationale terrienne à l'organisme visé à l'article 9.

§ 2. Par arrêté délibéré en conseil des ministres, le Roi fixe la valeur, la nature et les modalités de transfert ou de liquidation de ce qui sera attribué à l'organisme visé à l'article 9 à titre de compensation de la part du patrimoine de la Société nationale terrienne qui devrait revenir à la Région de Bruxelles-Capitale. Les biens nécessaires à cette fin peuvent également être prélevés sur le patrimoine de l'Institut national du logement et de la Société nationale du logement.

Section 2

De la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 9 (3). § 1^{er}. Sous la dénomination « Société du logement de la Région bruxelloise » est créé un organisme d'intérêt public, de catégorie B, pour le logement qui, pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, fixé par l'article 3 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, remplira les mêmes missions que celles confiées à la Société nationale du logement et à l'Institut national du logement, à l'exception des tâches visées à l'article 5, § 1^{er}.

§ 2. Dans tous les organes de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale, deux groupes linguistiques sont constitués; deux tiers des membres doivent appartenir au groupe linguistique le plus nombreux et un tiers au groupe linguistique le moins nombreux.

§ 3. L'appartenance des membres aux groupes linguistiques visés au § 2 doit être confirmée par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

(1) Article 7. Loi du 28 décembre 1984, article 5, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 7; au § 3, la référence à l'article 2 est remplacée par une référence à l'article 4.

(2) Article 8. Loi du 28 décembre 1984, article 6; les références aux articles 2 et 7 sont remplacées par des références aux articles 4 et 9.

(3) Article 9. Loi du 28 décembre 1984, article 7, §§ 1^{er} et 3 à 9; la référence à l'article 3 est remplacée par une référence à l'article 5; la référence à la loi coordonnée du 20 juillet 1979 est remplacée par une référence à l'article 2 de la loi spéciale du 12 janvier 1989; au § 1^{er}, les mots « de catégorie B » sont ajoutés.

Art. 7 (1). § 1. De Koning draagt, bij in ministerraad overlegde besluiten, de uitvoering van taken met betrekking tot de tussenkomst in de individuele verstrekkingen voor functionele revalidatie die door artikel 3, 2^e, 3^e en 4^e, van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen werden opgedragen aan het Rijksfonds voor de sociale reclassering van minder-validen, met inbegrip van de daarbij horende reiskosten en de daarmee verband houdende rechten en verplichtingen, over aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Bij een in ministerraad overlegd besluit geeft de Koning een nadere omschrijving van de in het eerste lid bedoelde verstrekkingen met betrekking tot de functionele revalidatie die tot het werkingsveld van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering behoren.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een in ministerraad overlegd besluit, de regels omtrent de vaststelling, de inning, de bestemming en de verdeling van de ontvangsten als bedoeld in artikel 24, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o en 5^o, van de in § 1 genoemde wet van 16 april 1963, ten einde die ontvangsten ter beschikking te stellen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 3. De Koning bepaalt bovendien, bij in ministerraad overlegd besluit, in dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 4, de nadere regelen voor de overgang van de goederen en van het personeel die met de toepassing van de §§ 1 en 2 dient gepaard te gaan.

§ 4. De Koning kan, bij een in ministerraad overlegd besluit, de wet van 16 april 1963 wijzigen ten einde de in dit artikel ingeschreven voorstellen in overeenstemming te brengen met de overeenkomstige bepalingen die van kracht zijn in het kader van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 8 (2). § 1. De Koning zal, bij een in ministerraad overlegd besluit na advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van de Vlaamse Executieve en van de Waalse Gewestexecutieve, een gedeelte van de goederen, van de personeelsleden, van de rechten en verplichtingen van het Nationaal Instituut voor de huisvesting en van de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en een gedeelte van de personeelsleden van de Nationale Landmaatschappij in dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 4, overgedragen aan de in artikel 9 bedoelde instelling.

§ 2. De Koning bepaalt, bij een in ministerraad overlegd besluit, de waarde, de aard en de modaliteiten voor de overdracht of de liquidatie van hetgeen zal worden toegekend aan de instelling bedoeld in artikel 9 als compensatie voor het deel van het patrimonium van de Nationale Landmaatschappij dat aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zal moeten toekomen. De daartoe nodige goederen kunnen ook genomen worden uit het patrimonium van het Nationale Maatschappij voor de huisvesting.

Afdeling 2 De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij

Art. 9 (3). § 1. Onder de benaming « Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij » wordt er een instelling van openbaar nut, van categorie B, voor de huisvesting opgericht die, voor het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bepaald bij artikel 2 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 tot de Brusselse instellingen, dezelfde opdrachten vervult als die welke aan de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en aan het Nationaal Instituut voor de huisvesting waren toegewezen, met uitzondering van de taken bedoeld in artikel 5, § 1.

§ 2. In alle organen van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij worden twee taalgroepen gevormd, waarbij twee derde van de leden tot de meest talrijke taalgroep en één derde van de leden tot de minst talrijke taalgroep moeten behoren.

§ 3. De aanhorigheid van de leden bij de taalgroepen bedoeld in § 2 dient bekrachtigd te worden door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

(1) Artikel 7. Wet van 28 december 1984, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1990, artikel 7; in § 3, wordt de verwijzing naar artikel 2 vervangen door een verwijzing naar artikel 4.

(2) Artikel 8. Wet van 28 december 1984, artikel 6; de verwijzingen naar de artikelen 2 en 7 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 4 en 9.

(3) Artikel 9. Wet van 28 december 1984, artikel 7, §§ 1 en 3 tot 9; de verwijzing naar artikel 3 is vervangen door een verwijzing naar artikel 5; de verwijzing naar de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 2 van de bijzondere wet van 12 januari 1989; in § 1, worden de woorden « van categorie B » toegevoegd.

§ 4. L'élection des administrateurs se fait par l'assemblée générale, sur proposition de leur groupe linguistique respectif.

§ 5. Le président du conseil d'administration et le vice-président-administrateur délégué appartiennent à un groupe linguistique différent. Il en est de même du directeur général et du directeur général adjoint.

En tout cas, le président et le directeur général appartiennent à des rôles linguistiques différents.

§ 6. Toutes les décisions des organes de gestion et de direction, tant internes qu'externes, doivent être actées et exiger la signature d'un responsable de chaque groupe linguistique.

§ 7. Les recrutements, les nominations et les promotions se font sur proposition de chaque groupe linguistique pour le cadre linguistique correspondant.

§ 8. Le contrôle de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale est exercé par le biais de deux commissaires du gouvernement.

Les commissaires du gouvernement appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Ils peuvent introduire un recours auprès de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale s'ils estiment qu'une des deux Communautés est discriminée dans la Région de Bruxelles-Capitale par une décision prise par un des organes de la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale. Leurs recours suspend pour une durée indéterminée la décision qu'il concerne.

§ 9. Les compétences attribuées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, au ministre des Finances, sont exercées par le président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE II. — *Suppression du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales (1)*

Art. 10 (2), § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'exécution des missions dévolues au Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales par les articles 49 et 52 à 57 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, à l'exception de la liquidation, de l'ordonnancement et du paiement relatifs aux subsides consentis, à des garanties octroyées aux interventions dans les charges financières et les taux d'intérêt des emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1980, est transférée à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs communautaires, le transfert des droits, des obligations et des biens du Fonds précité à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne.

Art. 11 (3), § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et par la loi spéciale de financement, le Roi transfère à la Commission communautaire commune les missions dévolues au Fonds par les articles 49 et 52 à 57 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, à l'exception de la liquidation, de l'ordonnancement et du paiement relatifs aux subsides consentis avant le 1^{er} janvier 1989 et des garanties octroyées aux interventions dans les charges financières et les taux d'intérêt des emprunts contractés avant le 1^{er} janvier 1989.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis du Collège réuni, le transfert des biens, droits et obligations du Fonds à la Commission communautaire commune.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 2 règlent également le transfert des membres du personnel.

L'article 4, § 3, est applicable à ce personnel.

(1) Chapitre II, intitulé : remplacé par la loi du 26 juin 1990, article 8.

(2) Article 10. Loi du 28 décembre 1984, article 8, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 9.

(3) Article 11. Loi du 28 décembre 1984, article 8bis, y inséré par la loi du 26 juin 1990, article 10; la référence à l'article 2 est remplacée par une référence à l'article 4.

§ 4. De verkiezing van de beheerde geschieht door de algemene vergadering, op voordracht van hun respectieve taalgroep.

§ 5. De voorzitter van de raad van beheer en de ondervoorzitter-afgevaardigde-beheerde behoren tot een verschillende taalgroep. Dat is eveneens het geval voor de directeur-generaal en voor de adjunct-directeur-generaal.

In elk geval behoren de voorzitter en de directeur-generaal tot een verschillende taalkader.

§ 6. Alle beslissingen van de beheers- en bestuursorganen, zowel interne als externe, moeten geacteerd worden en vereisen de handtekening van een verantwoordelijke van elke taalgroep.

§ 7. De aanwervingen, de benoemingen en de bevordering geschieden op voordracht van elke taalgroep voor het overeenkomstige taalkader.

§ 8. De controle op de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee regeringscommissarissen.

De regeringscommissarissen behoren tot een verschillende taalkader.

Zij kunnen beroep instellen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, zo zij oordelen dat één van beide Gemeenschappen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gediscrimineerd wordt door een beslissing, getroffen door een van de organen van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Hun beroep schorst de beslissing waarop het beroep slaat voor onbepaalde tijd.

§ 9. De bevoegdheden die door de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, aan de minister van Financiën worden toegekend, worden uitgeoefend door de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

HOOFDSTUK II. — *Afschaffing van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen (1)*

Art. 10 (2), § 1. Binnen de in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalde perken, wordt de uitvoering van de taken die door de artikelen 49 en 52 tot 57 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, werden opgedragen aan het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen met uitzondering van de vereffening, de ordonnancering en de betaling inzake toelagen, waarborgen, tegemoetkoming in de financiële lasten en in de rentevoeten verleend inzake leningen aangegaan vóór 1 januari 1980, overgedragen aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

§ 2. Binnen de in § 1 bepaalde perken regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van de Gemeenschapsexecutieven, de overdracht van de rechten, de verplichtingen en de goederen van voornoemd Fonds aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

Art. 11 (3), § 1. Binnen de grenzen aangegeven door de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en door de bijzondere financieringswet, draagt de Koning de taken die aan het Fonds zijn opgedragen door de artikelen 49 en 52 tot 57 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen, over aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de vereffening, de ordonnancering en de betaling betreffende de vóór 1 januari 1989 toegestane subsidies en van de waarborgen voor de tegemoetkomingen in de financiële lasten en de rentevoeten van de leningen die vóór 1 januari 1989 zijn aangegaan.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van het Verenigd College, de overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van het Fonds aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 3. De koninklijke besluiten in § 2, regelen eveneens de overdracht van de personeelsleden.

Artikel 4, § 3, is van toepassing op dit personeel.

(1) Hoofdstuk II, opschrift : vervangen door de wet van 26 juni 1990, artikel 8.

(2) Artikel 10. Wet van 28 december 1984, artikel 8, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 9.

(3) Artikel 11. Wet van 28 december 1984, artikel 8bis, ingevoegd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 10; de verwijzing naar artikel 2 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 4.

Art. 12(1). § 1^{er}. Dans les limites fixées à l'article 10, § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs communautaires, le transfert du personnel du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. L'affectation de membres du personnel du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales aux emplois soit dudit Fonds, soit déterminés par la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone, a lieu dans le respect des principes fixés à l'article 2, § 2, b, de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} déterminent également, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités du transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir les droits du personnel.

Le transfert du personnel a lieu dans le respect des principes fixés aux articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 13 (2). § 1^{er}. Le Roi transfère au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les missions du Fonds ainsi que les biens, droits et obligations y afférents, qui n'ont pas été transférés aux Communautés et à la Commission communautaire commune.

§ 2. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} transfèrent en outre au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les membres du personnel chargés des missions visées au § 1^{er}.

§ 3. Après les transferts visés aux § 1^{er} et 2, le Fonds est supprimé. Le Roi peut modifier la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, pour tenir compte des transferts prévus au § 1^{er}.

CHAPITRE III. — Restructuration de l'Office national de l'emploi

Section 1^{re}. — Du transfert des missions, droits, obligations et biens

Art. 14 (3). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'exécution de missions dévolues à l'Office national de l'emploi par l'article 7, § 1^{er}, b et c, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est transférée à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs communautaires concernés, le transfert des droits, des obligations et des biens de l'Office national précité à la Communauté française, à la Communauté flamande et à la Communauté germanophone, chacune pour ce qui la concerne.

Ce transfert s'effectuera proportionnellement à l'ampleur des tâches transférées respectivement aux Communautés et aux Régions.

Art. 15 (4). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'exécution des missions dévolues à l'Office national de l'emploi par l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et

(1) Article 12. Loi du 28 décembre 1984, article 9; la référence à l'article 8 est remplacée par une référence à l'article 10; les références à l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981 sont remplacées par des références à l'arrêté royal du 25 juillet 1989.

(2) Article 13. Loi du 28 décembre 1984, article 11, remplacé par la loi du 26 juin 1990, article 11.

(3) Article 14. Loi du 28 décembre 1984, article 12.

(4) Article 15. Loi du 28 décembre 1984, article 13, modifié par la loi du 26 juin 1990, article 12; la référence à l'article 14 est remplacé par une référence à l'article 16.

Art. 12 (1). § 1. Binnen de in artikel 10, § 1, bepaalde perken bepaalt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van de Gemeenschapsexecutieven, de overdracht van personeel van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

§ 2. De aanwijzing van personeelsleden van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen voor de betrekkingen ofwel van dit Fonds ofwel van die aangeduid door de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, geschiedt met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 2, § 2, b van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en na het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 3. De koninklijke besluiten bedoeld in § 1 bepalen eveneens na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de nadere regelen van de overgang van het personeel en de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren.

De overgang van het personeel geschiedt met inachtneming van de beginselen bepaald in de artikelen 2 tot 6 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en na het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 13 (2). § 1. De Koning draagt aan de Minister die voor de Volksgezondheid bevoegd is, de taken over van het Fonds alsook de daarbij horende goederen, rechten en verplichtingen, die niet werden overgedragen aan de Gemeenschappen en aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 2. De in § 1 bedoelde koninklijke besluiten regelen daaraanboven de overdracht van de personeelsleden die met de in § 1 vermelde taken zijn belast, aan de Minister die voor de Volksgezondheid bevoegd is.

§ 3. Na de in de §§ 1 en 2 bedoelde overdrachten wordt het Fonds afgeschaft. De Koning kan de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, wijzigen om rekening te houden met de in § 1 bepaalde overdrachten.

HOOFDSTUK III. — Herstructureren van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening

Afdeling 1. — Overdracht van opdrachten, rechten, verplichtingen en goederen

Art. 14 (3). § 1. Binnen de in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalde perken, wordt de uitvoering van de taken die door artikel 7, § 1, b en c, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, werden toegewezen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, overgedragen aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

§ 2. Binnen de in § 1 bepaalde perken regelt de Koning bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van de betrokken Gemeenschapsexecutieven, de overdracht van de rechten, de verplichtingen en de goederen van voornoemde Rijksdienst aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

Deze overdracht zal geschieden in verhouding tot de omvang van de respectievelijk aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen taken.

Art. 15 (4). § 1. Binnen de in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalde perken, wordt de uitvoering van de taken die door artikel 7, § 1, a, d, e, f en g van de

(1) Artikel 12. Wet van 28 december 1984, artikel 9; de verwijzing naar artikel 8 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 10; de verwijzingen naar het gecombineerde koninklijk besluit van 24 november 1981 worden vervangen door verwijzingen naar het koninklijk besluit van 25 juli 1989.

(2) Artikel 13. Wet van 28 december 1984, artikel 11, vervangen door de wet van 26 juni 1990, artikel 11.

(3) Artikel 14. Wet van 28 december 1984, artikel 12.

(4) Artikel 15. Wet van 28 december 1984, artikel 13, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 12; de verwijzing naar artikel 14 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 16.

g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que l'exécution des tâches assignées à l'Office national de l'emploi relatives au placement des chômeurs, sont transférées à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs régionaux concernés, le transfert des droits, des obligations et des biens de l'Office national précité à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne.

Ce transfert s'effectuera proportionnellement à l'ampleur des tâches transférées respectivement aux Communautés et aux Régions.

§ 3. Le Roi transférera, par arrêté délibéré en conseil des ministres et après avis de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif régional wallon, une partie des biens, des droits et des obligations de l'Office national précité à l'organisme visé à l'article 16, § 1^{er}.

Section 2. — De l'Office régional bruxellois de l'emploi

Art. 16 (1). § 1^{er}. Il est créé, sous la dénomination « Office régional bruxellois de l'emploi », un organisme d'intérêt public auquel est transférée, pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale fixé par l'article 2 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise, l'exécution des missions dévolues à l'Office national de l'emploi par l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que l'exécution des tâches assignées à l'Office national de l'emploi, dans le cadre de l'exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale relatives au placement des chômeurs.

Cet organisme est classé dans la catégorie B visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Les dispositions de l'article 9, §§ 2 à 9, sont applicables à l'organisme prévu au § 1^{er}.

§ 3. Le Roi fixe le nom, l'organisation, le lieu d'établissement et le fonctionnement de l'organisme prévu au § 1^{er}, ainsi que son insertion dans la loi précitée du 16 mars 1954.

Section 3. — Du transfert du personnel

Art. 17 (2). § 1^{er}. Dans les limites fixées aux articles 14, § 1^{er}, 15, § 1^{er} et 16, § 1^{er}, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs communautaires ou régionaux ou de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, selon le cas, le transfert du personnel de l'Office national de l'emploi aux Communautés, aux Régions et à l'organisme visé à l'article 16, § 1^{er}, chacun pour ce qui le concerne.

Ce transfert s'effectuera proportionnellement à l'ampleur des tâches transférées respectivement aux Communautés et aux Régions.

§ 2. L'affectation de membres du personnel de l'Office national de l'emploi, soit à des emplois de l'Office national, soit à des emplois déterminés par les Communautés et les Régions, soit à des emplois au sein de la personne morale de droit public visée à l'article 16, § 1^{er}, a lieu dans le respect des principes fixés à l'article 2, § 2, de,

(1) Article 16. Loi du 28 décembre 1984, article 14; la référence à l'article 7 est remplacée par une référence à l'article 9; la référence à la loi coordonnée du 20 juillet 1979 est remplacée par une référence à l'article 2 de la loi spéciale du 12 janvier 1989; au paragraphe 1er, les mots « , sous la dénomination « Office régional bruxellois de l'emploi » , » sont ajoutés; au paragraphe 3, les mots « par arrêté délibéré en conseil des ministres, sur proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise » sont omis.

(2) Article 17. Loi du 28 décembre 1984, article 15; les références aux articles 12, 13 et 14 sont remplacées par des références aux articles 14, 15 et 16; les références à l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981 sont remplacées par des références à l'arrêté royal du 25 juillet 1989; dans le texte néerlandais, aux paragraphes 3 et 4, le mot « overgang » est remplacé par le mot « overdracht ».

besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, werden toegewezen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, evenals de uitvoering van de taken die inzake plaatsing van werklozen werden toegewezen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, overgedragen aan het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 2. Binnen de in § 1 bepaalde perken regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten en van advies van de betrokken Gewestexecutieven, de overdracht van de rechten, de verplichtingen en de goederen van voornoemde Rijksdienst aan het Vlaamse en het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft.

Deze overdracht zal geschieden in verhouding tot de omvang van de respectievelijk aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen taken.

§ 3. De Koning zal bij een in ministerraad overlegd besluit, na advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van de Vlaamse Executieve en van de Waalse Gewestexecutieve, een gedeelte van de goederen, de rechten en verplichtingen van de voornoemde Rijksdienst overdragen aan de in artikel 16, § 1, bedoelde instelling.

Afdeling 2 De Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling

Art. 16 (1). § 1. Onder de benaming « Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling », wordt er een instelling van openbaar nut opgericht, aan dewelke voor het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bepaald bij artikel 2 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 tot de Brusselse instellingen, de uitvoering van de taken wordt overgedragen, die door artikel 7, § 1, a, d, e, f en g, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders werden toegewezen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, evenals de uitvoering van de taken die in het kader van de uitvoering van de door de nationale overheid vastgestelde maatregelen inzake plaatsing van werklozen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening werden toegewezen.

Deze instelling wordt ingedeeld bij de categorie B in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controlé op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. De bepalingen van artikel 9, §§ 2 tot 9, van deze wet zijn van overeenkomstige toepassing op de in § 1 genoemde instelling.

§ 3. De Koning bepaalt de naam, de inrichting, de vestigingsplaats en de werking van de in § 1 genoemde instelling, evenals de inlastsing ervan in de bovenvermelde wet van 16 maart 1954.

Afdeling 3. — Overdracht van personeel

Art. 17 (2). § 1. Binnen de in de artikelen 14, § 1, 15, § 1, 16, § 1, bepaalde perken, regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van de Gemeenschaps- of Gewestexecutieven of van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, al naar het geval, de overdracht van personeel van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening aan de Gemeenschappen, de Gewesten en aan de in artikel 16, § 1, bedoelde instelling, ieder wat haar betreft.

Deze overdracht zal geschieden in verhouding tot de omvang van de respectievelijk aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen taken.

§ 2. De aanwijzing van personeelsleden van Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, ofwel voor betrekkingen in de Rijksdienst, ofwel voor betrekkingen aangeduid door de Gemeenschappen en de Gewesten, ofwel voor betrekkingen in de in artikel 16, § 1, bedoelde rechtspersoon, geschiedt met inachtneming van de beginselen

(1) Artikel 16. Wet van 28 december 1984, artikel 14; de verwijzing naar artikel 7 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 9; de verwijzing naar de gecoördineerde wet van 20 juli 1979 wordt vervangen door een verwijzing naar artikel 2 van de bijzondere wet van 12 januari 1989; in paragraaf 1 worden de woorden « Onder de benaming « Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsvoorziening » toegevoegd; in paragraaf 3 worden de woorden « op voorstel van de Executieve van het Brusselse Gewest, bij een in ministerraad overlegd besluit » weggeleten.

(2) Artikel 17. Wet van 28 december 1984, artikel 15; de verwijzingen naar de artikelen 12, 13 en 14 worden vervangen door verwijzingen naar de artikelen 14, 15 en 16; de verwijzingen naar het gecoördineerde koninklijk besluit van 24 november 1981 worden vervangen door verwijzingen naar het koninklijk besluit van 25 juli 1989; in de paragrafen 3 en 4, wordt het woord « overgang » vervangen door het woord « overdracht ».

l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 1^{er} déterminent également, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités du transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir les droits du personnel.

§ 4. Le transfert du personnel a lieu dans le respect des principes fixés aux articles 2 à 6 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 18 (1). § 1^{er}. Les arrêtés royaux visés à l'article 17, § 1^{er}, règlent également le transfert aux Régions ou à l'Office régional bruxellois de l'emploi, des membres du personnel affectés à l'Office national de l'emploi et recrutés dans le cadre créé par l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980. Ce transfert s'effectue proportionnellement à l'ampleur des tâches transférées aux Régions par la loi spéciale.

§ 2. Les §§ 2 à 4 de l'article 17 sont applicables au personnel transféré en exécution du § 1^{er}.

Section 4. — Du plan de restructuration

Art. 19 (2). Le plan de restructuration global de l'Office national de l'emploi est annexé aux demandes d'avis aux Exécutifs des Communautés et des Régions, prévues au présent chapitre.

TITRE III Suppression de certains organismes publics ou autres services de l'Etat

CHAPITRE Ier. — *Le Fonds des Routes*

Art. 20 (3). § 1^{er}. Le Fonds des Routes est supprimé à la date fixée par le Roi.

Dès sa suppression, l'article 2, § 2 lui est applicable.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, et en vue de la suppression de l'organisme visé au § 1^{er}, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres, sa dissolution et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment le transfert à la Région flamande, à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne, des missions, biens, droits et obligations du Fonds.

§ 3. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions, les biens, droits et obligations du Fonds qui n'ont pas été transférés aux Régions en vertu du § 2 sont transférées à l'Etat par arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres.

§ 4. Le Roi règle de la même manière, le transfert des membres du personnel chargés des matières régionales.

L'article 4, § 3, est applicable à ce personnel.

§ 5. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} à 4 sont pris après avis des Exécutifs concernés.

§ 6. Le Roi transfère le personnel non transféré en vertu du § 4, vers d'autres services ou organismes de l'Etat, par arrêtés délibérés en conseil des ministres. Il règle également les modalités de transfert de ce personnel, après concertation avec les organisations représentatives du personnel.

§ 7. Le Fonds est autorisé à clôturer ses comptes pour l'année 1988, conformément aux règles d'imputation résultant des dispositions de l'article 61 de la loi spéciale de financement.

(1) Article 18. Loi du 28 décembre 1984, article 15bis, y inséré par la loi du 26 juin 1990, article 13; les références à l'article 15 sont remplacées par des références à l'article 17.

(2) Article 19. Loi du 28 décembre 1984, article 16.

(3) Article 20. Loi du 26 juin 1990, article 14; les références à l'article 1er, dernier alinéa, et à l'article 2, § 3, de la loi du 28 décembre 1984 sont remplacées par des références à l'article 2, § 2, et à l'article 4, § 3.

bepaald in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieve en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 3. De koninklijke besluiten bedoeld in § 1 bepalen eveneens na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de nadere regelen van de overdracht van het personeel en de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren.

§ 4. De overdracht van het personeel geschieft met inachtneming van de beginselen bepaald in de artikelen 2 tot 6 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutiven en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 18 (1). § 1. De koninklijke besluiten bedoeld in artikel 17, § 1, regelen eveneens de overdracht van de personeelsleden, toegezwezen aan de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening en aangeworven in het kader dat werd opgericht door artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, naar de Gewesten of naar de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling. Deze overdracht geschieft in verhouding tot de omvang van de taken die naar de Gewesten worden overgedragen door de bijzondere wet.

§ 2. De §§ 2 tot 4 van artikel 17 zijn van toepassing op het personeel dat wordt overgedragen in uitvoering van § 1.

Afdeling 4. — Herstructureringsplan

Art. 19 (2). Bij de in dit hoofdstuk bedoelde vragen om advies aan de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven wordt het globaal herstructureringsplan van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening gevoegd.

TITEL III Afschaffing van sommige openbare instellingen of andere overheidsdiensten

HOOFDSTUK I. — *Het Wegenfonds*

Art. 20 (3). § 1. Het Wegenfonds wordt afgeschaft op de door de Koning bepaalde datum.

Zodra het Wegenfonds is afgeschaft, is artikel 2, § 2, erop van toepassing.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet en met het oog op de afschaffing van de instelling bedoeld in § 1, regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten, zijn ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, goederen, rechten en verplichtingen van het Fonds.

§ 3. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet worden de taken, de goederen, de rechten en verplichtingen van het Fonds die niet worden overgedragen aan de Gewesten overeenkomstig § 2, overgedragen aan de Staat bij in ministerraad overlegde koninklijke besluiten.

§ 4. De Koning regelt, op dezelfde wijze, de overdracht van de personeelsleden die met de gewestelijke aangelegenheden belast zijn.

Artikel 4, § 3, is van toepassing op dit personeel.

§ 5. De in §§ 1 tot 4 bedoelde koninklijke besluiten worden genomen na advies van de betrokken Executieven.

§ 6. De Koning draagt het personeel dat niet op grond van § 4 werd overgedragen, bij in ministerraad overlegde besluiten, over naar andere diensten of instellingen van de Staat. Hij regelt ook, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten van de overdracht van dit personeel.

§ 7. Het Fonds is gemachtigd om de afronding van de jaarrekeningen 1988 te doen, in overeenstemming met de imputatieregels die voortvloeien uit het bepaalde in artikel 61 van de bijzondere financieringswet.

(1) Artikel 18. Wet van 28 december 1984, artikel 15bis, ingevoegd bij de wet van 26 juni 1990, artikel 13; de verwijzingen naar artikel 15 worden vervangen door verwijzingen naar artikel 17

(2) Artikel 19. Wet van 28 december 1984, artikel 16.

(3) Artikel 20. Wet van 26 juni 1990, artikel 14; de verwijzingen naar artikel 1, laatste lid, en naar artikel 2, § 3, van de wet van 28 december 1984 worden vervangen door verwijzingen naar artikel 2, § 2 en naar artikel 4, § 3.

CHAPITRE II. — La Société anonyme du Canal et des installations maritimes de Bruxelles

Art. 21 (1). § 1^{er}. La Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles est supprimée à la date fixée par le Roi.

Dès sa suppression, l'article 2, § 2 lui est applicable.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement et en vue de la suppression de l'organisme visé au § 1^{er}, le Roi règle sa dissolution et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment le transfert à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des membres du personnel, des biens, des droits et des obligations de l'organisme.

Les dispositions reprises aux articles 49 et 49bis des statuts de la Société ne s'appliquent pas à la présente dissolution.

L'article 4, § 2, s'applique à la présente dissolution.

§ 3. L'article 4, § 3, est applicable au personnel de l'organisme visé au § 1^{er}.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} à 3 sont délibérés en conseil des ministres, après avis des Exécutifs concernés.

**CHAPITRE III
L'Institut national des industries extractives**

Art. 22 (2). § 1^{er}. L'Institut national des industries extractives est supprimé à la date fixée par le Roi.

Dès sa suppression, l'article 2, § 2, lui est applicable.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres après avis de l'Exécutif concerné, la dissolution de l'organisme visé au § 1^{er} et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu notamment le transfert à la Région wallonne, des missions, des membres du personnel, des biens, droits et obligations de l'Institut.

L'article 4, § 3, est applicable à ce personnel.

**CHAPITRE IV
Le Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie**

Art. 23 (3). § 1^{er}. Le Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie est supprimé à la date fixée par le Roi.

Dès sa suppression, sont abrogés :

1^o l'article 13 de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux;

2^o l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif au Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement et en vue de la suppression de l'institution visée au § 1^{er}, le Roi règle la dissolution et toutes les questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment le transfert à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne, des membres du personnel, des biens, des droits et des obligations de l'institution.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 2 déterminent, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 2 et 3 sont délibérés en conseil des ministres, après avis des Exécutifs concernés.

(1) Article 21. Loi du 26 juin 1990, article 15; les références à l'article 1^{er}, dernier alinéa, à l'article 2, § 2, et à l'article 2, § 3, de la loi du 28 décembre 1984 sont remplacées par des références à l'article 2, § 2, à l'article 4, § 2, et à l'article 4, § 3.

(2) Article 22. Loi du 26 juin 1990, article 16; les références à l'article 1^{er}, dernier alinéa, à l'article 2, § 3, de la loi du 28 décembre 1984 sont remplacées par des références à l'article 2, § 2, et à l'article 4, § 3.

(3) Article 23. Loi du 26 juin 1990, article 17.

HOOFDSTUK II. — De Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel

Art. 21 (1). § 1. De Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel wordt afgeschaft op de door de Koning bepaalde datum.

Zodra de Maatschappij is afgeschaft, is artikel 2, § 2, erop van toepassing.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet en met het oog op de afschaffing van de instelling bedoeld in § 1, regelt de Koning de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht aan het Vlaamse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, de personeelsleden, de goederen, de rechten en de verplichtingen van de instelling.

De bepalingen van de artikelen 49 en 49bis van de statuten van de Maatschappij zijn niet van toepassing op de huidige ontbinding.

Artikel 4, § 2, is van toepassing op deze ontbinding.

§ 3. Artikel 4, § 3, is van toepassing op het personeel van de instelling bedoeld in § 1.

§ 4. De in §§ 1 tot 3 bedoelde koninklijke besluiten worden in ministerraad overleg, na advies van de betrokken Executieven.

**HOOFDSTUK III
Het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven**

Art. 22 (2). § 1. Het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven wordt afgeschaft op de door de Koning bepaalde datum.

Zodra het Instituut is afgeschaft, is artikel 2, § 2, erop van toepassing.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, regelt de Koning bij ministerraad overlegde besluiten, na advies van de betrokken Executieve, de ontbinding van de in § 1 bedoelde instelling en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer, de overdracht aan het Waalse Gewest van de taken, de personeelsleden, de goederen, rechten en verplichtingen van het Instituut.

Artikel 4, § 3, is van toepassing op dit personeel.

**HOOFDSTUK IV
Het Nationaal Comité voor planning en controle van de staalnijverheid**

Art. 23 (3). § 1. Het Nationaal Comité voor planning en controle van de staalnijverheid wordt afgeschaft op de door de Koning bepaalde datum.

Zodra het Comité is afgeschaft, worden opgeheven :

1^o artikel 13 van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren;

2^o het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende het Nationaal Comité voor planning en controle van de staalnijverheid.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet en met het oog op de afschaffing van de in § 1 vermelde instelling regelt de Koning de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht van de personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen van de instelling aan het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 3. In de in § 2 bedoelde koninklijke besluiten worden, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van personeelsleden en de maatregelen voor het waarborgen van hun rechten vastgesteld, met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. De koninklijke besluiten bedoeld in §§ 2 en 3 worden in ministerraad overlegd, na advies van de betrokken Executieven.

(1) Artikel 21. Wet van 26 juni 1990, artikel 15; de verwijzingen naar artikel 1, laatste lid, naar artikel 2, § 2, en naar artikel 2, § 3, van de wet van 28 december 1984 worden vervangen door verwijzingen naar artikel 2, § 2, naar artikel 4, § 2, en naar artikel 4, § 3.

(2) Artikel 22. Wet van 26 juni 1990, artikel 16; de verwijzingen naar artikel 1, laatste lid, naar artikel 2, § 3, van de wet van 28 december 1984 worden vervangen door verwijzingen naar artikel 2, § 2, en naar artikel 4, § 3.

(3) Artikel 23. Wet van 26 juni 1990, artikel 17.

CHAPITRE V

L'Institut économique et social des Classes moyennes

Art. 24 (1). § 1^e. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues, en ce qui concerne les métiers d'art, à l'Institut économique et social des Classes moyennes par l'article 3 des lois coordonnées le 10 septembre 1965, sont transférées à la Communauté française et à la Communauté flamande, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^e, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le transfert des membres du personnel ainsi que des biens, droits et obligations de l'Institut à la Communauté française et à la Communauté flamande, chacune pour ce qui la concerne. Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Communauté.

§ 3. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues, en ce qui concerne l'assistance aux petites et moyennes entreprises, et la formation des conseillers d'entreprise, à l'Institut économique et social des Classes moyennes par l'article 3 des lois coordonnées le 10 septembre 1965, sont transférées à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne.

§ 4. Dans les limites fixées au § 3, le Roi règle, par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le transfert des membres du personnel ainsi que des biens, droits et obligations de l'Institut à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne.

Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Région.

§ 5. Les arrêtés royaux visés aux §§ 2 et 4 déterminent après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 6. Les arrêtés royaux visés aux §§ 2, 4 et 5 sont pris, après avis des Exécutifs concernés.

§ 7. Le personnel, les biens, droits et obligations de l'Institut qui n'ont pas été transférés aux Communautés et aux Régions en vertu des §§ 2 et 4, sont transférés au ministère des Classes moyennes ou au Conseil supérieur des Classes moyennes par arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres.

Les membres du personnel statutaire éventuellement transférés au Conseil supérieur des Classes moyennes sont soumis au statut administratif et pécuniaire qui régit le personnel dudit Conseil.

Les membres du personnel statutaire qui sont transférés au ministère des Classes moyennes, peuvent être maintenus par arrêté royal délibéré en conseil des ministres, dans une entité organiquement distincte avec barrière de cadre à l'égard des autres agents du département. Ils sont soumis au statut administratif et pécuniaire qui régit le personnel du département.

§ 8. Lorsque les transferts visés aux paragraphes précédents ont été effectués, l'Institut est supprimé et les lois relatives à l'Institut économique et social des Classes moyennes, coordonnées le 10 septembre 1965, sont abrogées.

La mention de l'Institut d'études économiques et sociales des Classes moyennes dans l'article 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et dans l'article 20 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, est supprimée.

CHAPITRE VI. — *Le Comptoir commercial et la Sécherie de graines forestières de l'Etat*

Art. 25 (2). § 1^e. Le Comptoir commercial et la Sécherie de graines forestières de l'Etat sont supprimés à la date fixée par le Roi. Dès que le Comptoir et la Sécherie sont supprimés, la loi du 29 avril 1929 accordant l'autonomie financière au Comptoir commercial et à la Sécherie de graines forestières de l'Etat, à Groenendaal, est abrogée.

(1) Article 24. Loi du 26 juin 1990, article 18.

(2) Article 25. Loi du 26 juin 1990, article 19.

HOOFDSTUK V

Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand

Art. 24 (1). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken in verband met de kunstambachten die bij artikel 3 van de op 10 september 1965 gecoördineerde wetten worden toevertrouwd aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, overgedragen aan de Vlaamse Gemeenschap en aan de Franse Gemeenschap, ieder wat haar betreft.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten, de overdracht van de personeelsleden alsook van de goederen, rechten en verplichtingen van het Instituut aan de Vlaamse Gemeenschap en aan de Franse Gemeenschap, ieder wat haar betreft. Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elke Gemeenschap overgedragen taken.

§ 3. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere financieringswet, worden de taken in verband met de bijstand voor kleine en middelgrote ondernemingen en de vorming van de ondernemingsadviseurs die bij artikel 3 van de op 10 september 1965 gecoördineerde wetten worden toevertrouwd aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, overgedragen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 4. Binnen de grenzen vastgesteld in § 3, regelt de Koning, bij in ministerraad overlegde besluiten, de overdracht van de personeelsleden alsook van de goederen, rechten en verplichtingen van het Instituut aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft.

Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elk Gewest overgedragen taken.

§ 5. In de koninklijke besluiten bedoeld in §§ 2 en 4 worden, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van personeelsleden alsook de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren bepaald en dit met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 6. De in §§ 2, 4 en 5 bedoelde koninklijke besluiten worden genomen, na advies van de betrokken Executieven.

§ 7. Het personeel, de goederen, rechten en verplichtingen van het Instituut die niet werden overgedragen aan de Gemeenschappen en aan de Gewesten overeenkomstig §§ 2 en 4 worden overgedragen aan het ministerie van Middenstand of aan de Hoge Raad voor de Middenstand bij in ministerraad overlegde koninklijke besluiten.

De statutaire personeelsleden die eventueel worden overgedragen aan de Hoge Raad voor de Middenstand, vallen onder de toepassing van het administratief en geldelijk statuut dat toepasselijk is op het personeel van deze Raad.

De statutaire personeelsleden die worden overgedragen aan het ministerie van Middenstand, kunnen bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit, in een afzonderlijke personeelsformatie met een afschutting ten opzichte van de andere personeelsleden van het departement worden behouden. Het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het departement is op hen van toepassing.

§ 8. Wanneer de in de vorige paragrafen bedoelde overdrachten plaats hebben gehad, wordt het Instituut afgeschaft en worden de wetten betreffende het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand, gecoördineerd op 10 september 1965, opgeheven.

De vermeding van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand in artikel 5 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en in artikel 20 van de wetten betreffende de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, vervalt.

HOOFDSTUK VI. — *Het handelskantoor en de drogerij van boszaden van de Staat*

Art. 25 (2). § 1. Het handelskantoor en de drogerij van boszaden van de Staat worden afgeschaft op de door de Koning vastgestelde datum. Zodra het handelskantoor en de drogerij worden afgeschaft, wordt de wet van 29 april 1929 tot verlening van financiële zelfstandigheid aan het handelskantoor en aan de drogerij van boszaden van de Staat te Groenendaal, opgeheven.

(1) Artikel 24. Wet van 26 juni 1990, artikel 18.

(2) Artikel 25. Wet van 26 juni 1990, artikel 19.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et en vue de la suppression des services visés au § 1^{er}, le Roi règle leur dissolution et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment le transfert à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne, des missions, des biens, des droits et des obligations des services.

§ 3. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} et 2 sont délibérés en conseil des ministres, après avis des Exécutifs concernés.

CHAPITRE VII. — *Suppression des patrimoines constitués en personnalités juridiques auprès des stations de recherche agronomique de l'Etat*

Art. 26 (1). § 1^{er}. Les patrimoines institués auprès de la station de recherches forestières et hydrobiologiques de l'Etat, de la station de populiculture et de la station de technologie forestière, qui sont dotés de la personnalité juridique, sont supprimés à la date fixée par le Roi.

§ 2. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, le Roi règle la dissolution des patrimoines constitués en personnalités juridiques visés au § 1^{er} et toutes questions auxquelles celle-ci donne lieu, notamment le transfert à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, des membres du personnel, des biens, droits et obligations qui relèvent de ces patrimoines.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 2 déterminent, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} à 3 sont délibérés en conseil des ministres, après avis des Exécutifs concernés.

TITRE IV. — Restructuration de certains organismes publics

CHAPITRE Ier. — *La Régie des voies aériennes*

Art. 27 (2). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues à la Régie des voies aériennes par l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 octobre 1970 portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes, sont transférées à la Région flamande et à la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres et après avis des Exécutifs concernés, le transfert des biens, droits et obligations de la Régie à la Région flamande et à la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne. Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Région.

Le Roi règle de la même manière, le transfert des membres du personnel.

§ 3. L'article 4, § 3, est applicable au personnel transféré.

CHAPITRE II. — *L'Office belge du Commerce extérieur*

Art. 28 (3). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues à l'Office belge du Commerce extérieur par la loi du 16 juillet 1948, sont transférées à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres le transfert des biens, droits et obligations de l'Office à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne. Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Région.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 2 règlent également le transfert des membres du personnel.

Ils déterminent après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en met het oog op de afschaffing van de in § 1 vermelde diensten, regelt de Koning de ontbinding en alle daarmee aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, onder meer de overdracht aan het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, van de taken, goederen, rechten en verplichtingen van de diensten.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde koninklijke besluiten worden in ministerraad overlegd, na advies van de betrokken Executieven.

HOOFDSTUK VII. — *Afschaffing van de vermogens opgericht in rechtspersoonlijkheden bij de Rijksstations voor landbouwkundig onderzoek*

Art. 26 (1). § 1. De vermogens verbonden aan het Rijksstation voor bos- en hydrobiologisch onderzoek, het Rijksstation voor populierenteelt en het Rijksstation voor houttechnologie, die rechtspersoonlijkheid bezitten, worden afgeschaft op de door de Koning vastgestelde datum.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en de bijzondere financieringswet, regelt de Koning de ontbinding van de vermogens opgericht in rechtspersoonlijkheden vermeld in § 1 en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, meer bepaald de overdracht aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van de personeelsleden, goederen, rechten en verplichtingen die samenhangen met deze vermogens.

§ 3. Na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties van het personeel, worden in de § 2 bedoelde koninklijke besluiten de modaliteiten van overdracht van de personeelsleden vastgesteld alsook de maatregelen ter vrijwaring van de rechten van het personeel, met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. De in de §§ 1 tot 3 bedoelde koninklijke besluiten worden in ministerraad overlegd, na advies van de betrokken Executieven.

TITEL IV. — Herstructureren van sommige openbare instellingen

HOOFDSTUK I. — *De Regie der Luchtwegen*

Art. 27 (2). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken toevertrouwd aan de Regie der Luchtwegen, bij artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1970 houdende omverwering van het statut van de Regie der Luchtwegen, overgedragen aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning bij in ministerraad overlegde besluiten en na advies van de betrokken Executieven, de overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van de Regie aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest, ieder wat hem betreft. Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elk Gewest overgedragen taken.

De Koning regelt, op dezelfde wijze, de overdracht van de personeelsleden.

§ 3. Artikel 4, § 3, is van toepassing op het overgedragen personeel.

HOOFDSTUK II. — *De Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel*

Art. 28 (3). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken toevertrouwd aan de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel bij de wet van 16 juli 1948, overgedragen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning bij in ministerraad overlegde besluiten, de overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van de Dienst aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft. Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elk Gewest overgedragen taken.

§ 3. De koninklijke besluiten bedoeld in § 2 regelen eveneens de overdracht van de personeelsleden.

Zij bepalen, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van de personeelsleden en de nodige maatregelen om de rechten van het perso-

(1) Article 26. Loi du 26 juin 1990, article 20.

(2) Article 27. Loi du 26 juin 1990, article 21; la référence à l'article 2, § 3, de la loi du 28 décembre 1984 est remplacée par une référence à l'article 4, § 3.

(3) Article 28. Loi du 26 juin 1990, article 22.

(1) Artikel 26. Wet van 26 juni 1990, artikel 20.

(2) Artikel 27. Wet van 26 juni 1990, artikel 21; de verwijzing naar artikel 2, § 3, van de wet van 28 december 1984 is vervangen door een verwijzing naar artikel 4, § 3.

(3) Artikel 28. Wet van 26 juni 1990, artikel 22.

respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 2 et 3 sont pris après avis des Exécutifs concernés.

CHAPITRE III. — *Le Bureau du plan*

Art. 29 (1). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues au Bureau du plan par l'article 8 de la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, sont transférées à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le transfert des biens, droits et obligations du Bureau du plan à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne. Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Région.

Le Roi règle de la même manière, le transfert des membres du personnel.

§ 3. L'article 4, § 3, est applicable au personnel administratif et de maîtrise transféré en application du § 2.

§ 4. Pour les membres du Bureau du plan nommés auprès des sections régionales respectives de la direction régionale du Bureau du plan qui sont transférés en application du § 2, les arrêtés royaux visés dans ce paragraphe déterminent après concertation avec, les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 5. Les arrêtés royaux visés aux §§ 2 et 4 sont pris après avis des Exécutifs concernés.

CHAPITRE IV. — *La Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux*

Art. 30 (2). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions dévolues à la Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux par l'article 2 de l'arrêté royal du 17 septembre 1982 relatif à sa constitution, sont transférées à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle le transfert d'une partie des membres du personnel de la Société à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne. Ces transferts s'effectuent proportionnellement aux missions transférées à chaque Région.

§ 3. Les arrêtés royaux visés au § 2 déterminent également après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités de transfert du personnel et les mesures nécessaires pour garantir ses droits, et cela dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Les arrêtés royaux visés aux §§ 1^{er} à 3 sont délibérés en conseil des ministres, après avis des Exécutifs concernés.

TITRE V

Restructuration de certains établissements d'utilité publique

CHAPITRE I^{er}. — *Le Centre d'étude de l'énergie nucléaire*

Art. 31 (3). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions exercées par le Centre d'étude de l'énergie nucléaire — ci-après appelé « Centre » — sont transférées à la Région flamande.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle par arrêté délibéré en conseil des ministres, et après avis de l'Exécutif flamand, le transfert des membres du personnel, des biens, droits et obligations du Centre à la Région flamande.

(1) Article 29. Loi du 26 juin 1990, article 23; la référence à l'article 2, § 3, de la loi du 28 décembre 1984 est remplacée par une référence à l'article 4, § 3.

(2) Article 30. Loi du 26 juin 1990, article 24.

(3) Article 31. Loi du 26 juin 1990, article 25.

neel te vrijwaren, en dit met inachtneming van de beginsleden bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. De in §§ 2 en 3 bedoelde koninklijke besluiten worden genomen, na advies van de betrokken Executieven.

HOOFDSTUK III. — *Het Planbureau*

Art. 29 (1). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken toevertrouwd aan het Planbureau bij artikel 8 van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, overgedragen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning bij in ministerraad overlegde besluiten, de overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van het Planbureau aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft. Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elk Gewest overgedragen taken.

De Koning regelt, op dezelfde wijze, de overdracht van de personeelsleden.

§ 3. Artikel 4, § 3, is van toepassing op het administratief en meesterspersoneel dat wordt overgedragen ter uitvoering van § 2.

§ 4. Voor de leden van het Planbureau benoemd bij de respectieve regionale secties van de regionale directie van het Planbureau, die worden overgedragen in uitvoering van § 2, worden in de in deze paragraaf bedoelde koninklijke besluiten, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeelslede en de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren, met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 5. De in §§ 2 en 4 bedoelde koninklijke besluiten worden genomen, na advies van de betrokken Executieven.

HOOFDSTUK IV. — *De Nationale Maatschappij voor de Herstructureren van de Nationale Sectoren*

Art. 30 (2). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken toevertrouwd aan de Nationale Maatschappij voor de Herstructureren van de Nationale Sectoren bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 september 1982 betreffende haar oprichting, overgedragen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ieder wat hem betreft.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning de overdracht van een deel van de personeelsleden van de Maatschappij aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft. Deze overdrachten geschieden in verhouding van de naar elk Gewest overgedragen taken.

§ 3. De koninklijke besluiten bedoeld in § 2 bepalen eveneens, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van de personeelsleden en de nodige maatregelen om de rechten van het personeel te vrijwaren en dit met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. De koninklijke besluiten bedoeld in §§ 1 tot 3 worden in ministerraad overlegd, na advies van de betrokken Executieven.

TITEL V

Herstructureren van sommige instellingen van openbaar nut

HOOFDSTUK I. — *Het Studiecentrum voor Kernenergie*

Art. 31 (3). § 1. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken uitgeoefend door het Studiecentrum voor Kernenergie — hierna genoemd « Centrum » — overgedragen aan het Vlaamse Gewest.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning bij een ministerraad overlegd besluit, na advies van de Vlaamse Executieven, de overdracht van de personeelsleden, de goederen, rechten en verplichtingen van het Centrum aan het Vlaamse Gewest.

(1) Artikel 29. Wet van 26 juni 1990, artikel 23; de verwijzing naar artikel 2, § 3, van de wet van 28 december 1984 is vervangen door een verwijzing naar artikel 4, § 3.

(2) Artikel 30. Wet van 26 juni 1990, artikel 24.

(3) Artikel 31. Wet van 26 juni 1990, artikel 25.

§ 3. Le Roi règle de la même manière et après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités applicables au transfert des membres du personnel afin de préserver les droits du personnel et ce, dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Dès l'exécution intégrale des §§ 1^{er} à 3, la convention du 1^{er} février 1963 entre le Ministre des Affaires économiques et le Centre est remplacée par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres qui fixe les conditions auxquelles le Centre peut être subventionné.

Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi peut adapter les statuts du Centre par arrêté délibéré en conseil des ministres.

§ 5. Jusqu'à l'exécution intégrale des §§ 1^{er} à 4, les ressources du Centre accordées par l'Etat ne peuvent, pour l'exercice budgétaire de l'année 1990 et pour chaque exercice qui suit, dépasser le montant total, en valeur nominale, des ressources qu'il a accordées au Centre pour l'exercice budgétaire de l'année 1989.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par « ressources » le total des ressources financières ou de toute autre nature, versées directement ou indirectement par l'Etat et qui correspondent au type de dépenses effectuées par le Centre au 1^{er} janvier 1989.

CHAPITRE II. — *L'Institut national des radio-éléments*

Art. 32 (1). § 1^{er}. Dans les limites fixées par la loi spéciale et par la loi spéciale de financement, les missions exercées par l'Institut national des radio-éléments — ci-après appelé « Institut » — sont transférées à la Région wallonne.

§ 2. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi règle par arrêté délibéré en conseil des ministres, et après avis de l'Exécutif régional wallon, le transfert des membres du personnel, des biens, droits et obligations de l'Institut à la Région wallonne.

§ 3. Le Roi règle de la même manière et après concertation avec les organisations représentatives du personnel, les modalités applicables au transfert des membres du personnel afin de préserver les droits du personnel et ce, dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale.

§ 4. Dès l'exécution intégrale des §§ 1^{er} à 3, la convention du 28 juillet 1980 entre le Ministre des Affaires économiques et l'Institut est remplacée par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres qui fixe les conditions auxquelles l'Institut peut être subventionné. Dans les limites fixées au § 1^{er}, le Roi peut adapter les statuts de l'Institut par arrêté délibéré en conseil des ministres.

§ 5. Jusqu'à l'exécution intégrale des §§ 1^{er} à 4, les ressources de l'Institut accordées par l'Etat ne peuvent, pour l'exercice budgétaire de l'année 1990 et pour chaque exercice qui suit, dépasser le montant total, en valeur nominale, des ressources qu'il a accordées à l'Institut pour l'exercice budgétaire de l'année 1989.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par « ressources » le total des ressources financières ou de toute autre nature, versées directement ou indirectement par l'Etat et qui correspondent au type de dépenses effectuées par l'Institut au 1^{er} janvier 1989.

TITRE VI. — Dispositions communes

CHAPITRE Ier. — *Du transfert des biens, droits et obligations*

Art. 33 (2). Le transfert des biens, droits et obligations des organismes supprimés ou restructurés en application de la présente loi coordonnée, est réglé conformément à la loi spéciale de financement, notamment à l'article 61, § 3, de cette loi spéciale.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux régimes de pensions*

Art. 34 (3). § 1^{er}. Le montant de la pension qui sera accordée aux agents transférés en exécution des articles 2 à 18, de même que le montant de la pension de leurs ayants droit, ne pourra être inférieur

§ 3. De Koning regelt op dezelfde wijze en na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van personeelsleden om de rechten van het personeel te vrijwaren en dit met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. Vanaf de volledige uitvoering van §§ 1 tot 3 wordt de overeenkomst van 1 februari 1963 tussen de minister van Economische Zaken en het Centrum vervangen door een in ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat de voorwaarden bepaalt inzake subsidiëring van het Centrum.

Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, kan de Koning bij een in ministerraad overlegd besluit de statuten van het Centrum.

§ 5. Tot de volledige uitvoering van de §§ 1 tot 4, kunnen de middelen van het Centrum toegewezen door de Staat voor het begrotingsjaar 1990 en voor elk volgend begrotingsjaar het totaal nominale bedrag van de voor het begrotingsjaar 1989 toegewezen middelen aan het Centrum, niet overschrijden.

Voor de toepassing van deze paragraaf moet onder « middelen » worden verstaan het totaal van de financiële of andere middelen van gelijk welke aard die rechtstreeks of onrechtstreeks door de Staat worden gestort en die overeenstemmen met het soort uitgaven verricht door het Centrum op 1 januari 1989.

HOOFDSTUK II. — *Het Nationaal Instituut voor radio-elementen*

Art. 32 (1). § 1^{er}. Binnen de grenzen vastgesteld bij de bijzondere wet en bij de bijzondere financieringswet, worden de taken uitgeoefend door het Nationaal Instituut voor radio-elementen — hierna genoemd « Instituut » — overgedragen aan het Waalse Gewest.

§ 2. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, regelt de Koning bij een in ministerraad overlegd besluit, na advies van de Waalse Gewest-executieve, de overdracht van de personeelsleden, de goederen, rechten en verplichtingen, van het Instituut aan het Waalse Gewest.

§ 3. De Koning regelt op dezelfde wijze en na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, de modaliteiten inzake de overdracht van personeel te vrijwaren en dit met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet.

§ 4. Vanaf de volledige uitvoering van §§ 1 tot 3 wordt de overeenkomst van 28 juli 1980 tussen de Minister van Economische Zaken en het Instituut vervangen door een in ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat de voorwaarden bepaalt inzake subsidiëring van het Instituut. Binnen de grenzen vastgesteld in § 1, kan de Koning bij een in ministerraad overlegd besluit de statuten van het Instituut aanpassen.

§ 5. Tot de volledige uitvoering van de §§ 1 tot 4, kunnen de middelen van het Instituut toegewezen door de Staat voor het begrotingsjaar 1990 en voor elk volgend begrotingsjaar het totaal nominale bedrag van de voor het begrotingsjaar 1989 toegewezen middelen aan het Instituut, niet overschrijden.

Voor de toepassing van deze paragraaf moet onder « middelen », worden verstaan het totaal van de financiële of andere middelen van gelijk welke aard die rechtstreeks of onrechtstreeks door de Staat worden gestort en die overeenstemmen met het soort uitgaven verricht door het Instituut op 1 januari 1989.

TITEL VI. — *Algemene bepalingen*

HOOFDSTUK I *Overdracht van goederen, rechten en verplichtingen*

Art. 33 (2). De overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen van de instellingen die met toepassing van deze gecoördineerde wet moeten worden ontbonden of geheerstructureerd, wordt geregeld overeenkomstig de bijzondere financieringswet, meer bepaald artikel 61, § 3, van deze bijzondere wet.

HOOFDSTUK II *Bepalingen met betrekking tot de pensioenregelingen*

Art. 34 (3). § 1. Het bedrag van het pensioen dat zal worden toegekend aan personeelsleden die krachtens de artikelen 2 tot 18 worden overgedragen, evenals het bedrag van het pensioen van hun

(1) Article 32. Loi du 26 juin 1990, article 26.

(2) Article 33. Loi du 16 juin 1990, article 27; les mots « notamment l'article 61, § 3 » sont remplacés par les mots « notamment à l'article 61, § 3, de cette loi spéciale ».

(3) Article 34. Loi du 28 décembre 1984, article 17; au § 1^{er}, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « des articles 2 à 18 » et les mots « l'alinéa qui précède » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

(1) Artikel 32. Wet van 26 juni 1990, artikel 26.

(2) Artikel 33. Wet van 16 juni 1990, artikel 27; de woorden « meer bepaald artikel 61, § 3 » worden vervangen door de woorden « meer bepaald overeenkomstig artikel 61, § 3 van deze bijzondere wet ».

(3) Artikel 34. Wet van 28 december 1984, artikel 17; in de paragraaf 1, worden de woorden « die krachtens deze wet worden overgeheveld » vervangen door de woorden « die krachtens de artikelen 2 tot 18 worden overgedragen » en de woorden « het vorige lid » vervangen door de woorden « het eerste lid ».

au montant de la pension qui aurait été accordée aux intéressés conformément aux dispositions légales ou réglementaires qui leur étaient applicables au moment du transfert, mais compte tenu des modifications que ces dispositions auraient subies ultérieurement en vertu de mesures générales applicables à l'ensemble des organismes relevant de la catégorie à laquelle appartenaient les institutions supprimées ou restructurées.

Les modalités de prise en charge des dépenses supplémentaires découlant de la garantie instaurée par l'alinéa 1^{er}, peuvent être fixées par le Roi, sur proposition du ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, apporter à la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, et à la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, toutes les modifications nécessaires en vue de permettre aux établissements et entreprises relevant des Communautés, des Régions et de la Commission communautaire commune de participer aux régimes de pensions instaurés par lesdites lois. Il peut également à cette occasion apporter aux dispositions des lois précitées les dérogations jugées nécessaires.

Art. 35 (1). L'article 34 est applicable aux organismes visés aux articles 14 à 32, moyennant les adaptations nécessaires.

CHAPITRE III. — *De l'entrée en vigueur*

Art. 36 (2). Le Roi fixe, par arrêté délibéré en conseil des ministres, la date à laquelle les différentes dispositions des articles 2 à 10, 12 à 19 et 34 entreront en vigueur.

Art. 37 (3). § 1^{er}. L'article 1^{er}, l'article 20, § 6, et l'article 33 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1989.

§ 2. Par dérogation à l'article 36, les modifications apportées par la loi du 26 juin 1990 aux articles 4, 6, 7 et 10, de la loi coordonnée, l'insertion de l'article 11 dans la même loi, les modifications apportées à l'article 15 et l'insertion de l'article 37 de la loi coordonnée entrent en vigueur le 3 juillet 1990, jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 26 juin 1990.

§ 3. L'article 20, §§ 2 à 5 et 7, l'article 21, §§ 2 à 4, l'article 22, § 2, l'article 23, §§ 2 à 4, l'article 24, l'article 25, §§ 2 et 3, l'article 26, §§ 2 et 3, les articles 27 à 30, l'article 31, §§ 3 et 5, l'article 32, §§ 3 et 5, et les articles 35 et 38 entrent en vigueur le 3 juillet 1990, jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 26 juin 1990.

§ 4. L'article 31, §§ 1^{er}, 2 et 4, l'article 32, §§ 1^{er}, 2 et 4 ainsi que les arrêtés qui y sont visés entrent en vigueur à une même date qui est fixée par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 13 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

(1) Article 35. Loi du 26 juin 1990, article 28; les mots « visés au chapitres II à IV du titre II » sont remplacés par les mots « visés aux articles 14 à 32 ».

(2) Article 36. Loi du 28 décembre 1984, article 20, les mots « de la présente loi » sont remplacés par les mots « des articles 2 à 10, 12 à 19 et 34 ».

(3) Article 37. Loi du 26 juin 1990, article 30; les références sont adaptées; le jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 26 juin 1990 a été précisée.

rechthebbenden, zal niet lager mogen zijn dan het pensioenbedrag dat hun zou zijn toegekend geweest overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen die op hen van toepassing waren op het ogenblik van hun overdracht, doch rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen nadien zouden hebben ondergaan ingevolge algemeen toepasselijke maatregelen voor het geheel van de instellingen behorend tot de categorie waarvan de afgeschatte of gehstruktureerde instellingen deel uitmaakten.

De modaliteiten van tenlasteneming van de bijkomende uitgaven voortspruitend uit de door het eerste lid verleende waarborg, kunnen bepaald worden door de Koning, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de administratie der pensioenen behoort.

§ 2. De Koning kan, bij een in ministerraad overlegd besluit, de nodige wijzigingen aanbrengen in de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden en in de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenstelsels van de openbare sector, ten einde de instellingen en ondernemingen die afhangen van de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie toe te laten om deel te nemen aan de pensioenregelingen ingesteld door die wetten. Hij kan eveneens bij die gelegenheid voorzien in de noodzakelijk geachte afwijkingen op die wetsbeperkingen.

Art. 35 (1). Artikel 34 is van overeenkomstige toepassing op de instellingen bedoeld in de artikelen 14 tot 32.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 36 (2). De Koning bepaalt, bij een in ministerraad overlegd besluit, de datum waarop de diverse bepalingen van de artikelen 2 tot 10, 12 tot 19 en 34 in werking treden.

Art. 37 (3). § 1. Artikel 1, artikel 20, § 6, en artikel 33, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

§ 2. In afwijking van artikel 36, treden de wijzigingen aangebracht aan de wet van 26 juni 1990 aan de artikelen 4, 6, 7 en 10 van de gecoördineerde wet, de invoeging van artikel 11 in dezelfde wet, de wijzigingen aan artikel 15 aangebracht en de invoeging van artikel 17 van de gecoördineerde wet in werking op 3 juli 1990, dag van de bekendmaking van de wet van 26 juni 1990 in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Artikel 20, §§ 2 tot 5 en 7, artikel 21, §§ 2 tot 4, artikel 22, § 2, artikel 23, §§ 2 tot 4, artikel 24, artikel 25, §§ 2 en 3, artikel 26, §§ 2 en 3, de artikelen 27 tot 30, artikel 31, §§ 3 en 5, en de artikelen 35 en 38 treden in werking op 3 juli 1990, dag van de bekendmaking van de wet van 26 juni 1990 in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. Artikel 31, §§ 1, 2 en 4, artikel 32, §§ 1, 2 en 4 en de daarin bedoelde besluiten treden in werking op eenzelfde datum die bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgesteld wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

(1) Artikel 35. Wet van 26 juni 1990, artikel 28; de woorden « bedoeld in hoofdstuk II tot IV van titel II » worden vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 14 tot 32 ».

(2) Artikel 36. Wet van 28 december 1984, artikel 20; de woorden « van deze wet » worden vervangen door de woorden « van de artikelen 2 tot 10, 12 tot 19 en 34 ».

(3) Artikel 37. Wet van 26 juni 1990, artikel 30; de verwijzingen worden aangepast; de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 26 juni 1990 wordt uitdrukkelijk vermeld.

Annexe I

DISPOSITIONS NON REPRISES DANS LA COORDINATION

1^o Loi du 28 décembre 1984.

Article 7

§ 11. Les dispositions relatives à l'emploi des langues en matière administrative applicables aux services du ministère de la Région bruxelloise, sont applicables à la Société du logement de la Région bruxelloise.

Article 10

A l'article 6bis de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, sont apportées les modifications suivantes :

a) Le § 2, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2, 1^o. Le Fonds a pour mission d'intervenir sous les formes indiquées sous le 2^o dans le financement des travaux de construction et de reconditionnement ainsi que dans les frais d'équipement et d'appareillage des hôpitaux et des établissements médico-sociaux visés à l'article 1^{er} qui ne relèvent ni de la Communauté française ni de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, y compris les établissements visés au § 2, 3^o, dudit article 1^{er}, qui peuvent prétendre à des subsides octroyés par l'Etat dans le cadre du régime du subsidiation et de la programmation qui les concerne. »

b) le § 2, 3^o, est abrogé.

c) Le § 4, 1^o, est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Il est chargé d'assister le ministre dans l'élaboration des règles de base relatives au financement de l'infrastructure de la dispensation de soins, visées à l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, e, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

d) Les alinéas 2 à 5 du § 4, 3^o, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'administrateur général assure le traitement régulier des dossiers. Il veille également à l'élaboration des règles de base relatives au financement de l'infrastructure de la dispensation de soins, visées à l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, e, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sur base des avis émis par le Conseil national des établissements hospitaliers.

L'administrateur général fait régulièrement rapport au ministre ainsi que, en ce qui concerne l'élaboration des règles de base visées à l'alinéa précédent, au Conseil national des établissements hospitaliers.

Le ministre qui a la santé publique dans ses attributions peut déléguer certains de ses pouvoirs à l'administrateur général ou, le cas échéant, aux fonctionnaires qu'il désigne. »

Article 19

Le Roi peut coordonner les lois modifiées par la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

1^o modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2^o modifier les références qui seraient contenus dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3^o modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4^o établir, lorsqu'il fait défaut, un texte néerlandais officiel des dispositions à coordonner;

5^o arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

2^o Loi du 26 juin 1990.

Bijlage I

BEPALINGEN
DIE IN DE COORDINATIE NIET OVERGENOMEN ZIJN

1^o Wet van 28 december 1984.

Artikel 7

§ 11. De bepalingen betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken die gelden voor de diensten van het ministerie van het Brusselse Gewest, zijn van toepassing op de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Artikel 10

In artikel 6bis van de wet van 23 decembre 1963 op de ziekenhuizen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 2, 1^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2, 1^o. Het Fonds heeft tot taak op de op der 2^o aangegeven wijzen tussen te komen in de financiering van de bouw- en verbouwingswerken alsook van de kosten van uitrusting en apparatuur van de ziekenhuizen en de medisch-sociale inrichtingen, bedoeld in artikel 1 die noch onder de Vlaamse Gemeenschap, noch onder de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap rissorieren, met inbegrip van de inrichtingen bedoeld in § 2, 3^o, van dit artikel 1, die, in het kader van de hen betreffende betoelagingsregeling en programmatie, voor toelagen ten laste van de Staat in aanmerking komen. »

b) § 2, 3^o, wordt opgeheven.

c) § 4, 1^o, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Het is ermee belast de minister bij te staan bij de uitwerking van de basisregelen betreffende financiering van de infrastructuur inzake zorgenverstreking bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1^o, e, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980. »

d) De ledien 2 tot 5 van § 4, 3^o, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De administrateur-generaal staat in voor de regelmatige afhandeling van de dossiers. Hij waakt tevens over de uitwerking van de basisregelen betreffende de financiering van de infrastructuur inzake zorgenvertrekking, bedoeld in artikel 5, § 1, I, 1^o, e, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, op basis van de adviezen uitgebracht door de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen.

De administrateur-generaal brengt regelmatig verslag uit aan de minister, en, inzake de uitwerking van de in het vorige lid bedoelde basisregelen, aan de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen.

De minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort kan sommige van zijn bevoegdheden overdragen aan de administrateur-generaal of, desgevallend aan de ambtenaren die hij aanwijst. »

Artikel 19

De Koning kan de wetten die door deze wet worden gewijzigd, coördineren met de bepalingen die deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan Hij :

1^o de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen, en in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2^o de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3^o zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;

4^o waar voor de te coördineren bepalingen een officiële Nederlandse tekst ontbreekt, deze vaststellen;

5^o het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen die in andre niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

2^o Wet van 26 juni 1990.

Article 29

Le Roi peut coordonner les lois modifiées par la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

1. modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
2. modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
3. modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans les dispositions;
4. arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références qui font aux dispositions reprises dans la coordination d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Annexe II

TABLE DE CONCORDANCE

1^e Loi du 28.12.1984

Coord.

Art. 1 ^{er}	Art. 2
Art. 1 ^{bis}	Art. 3
Art. 2	Art. 4
Art. 3	Art. 5
Art. 4	Art. 6
Art. 5	Art. 7
Art. 6	Art. 8
Art. 7, §§ 1 ^{er} , 3 à 10 § 11	Art. 9 non repris
Art. 8	Art. 10
Art. 8 ^{bis}	Art. 11
Art. 9	Art. 12
Art. 10	non repris
Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 14
Art. 13	Art. 15
Art. 14	Art. 16
Art. 15	Art. 17
Art. 15 ^{bis}	Art. 18
Art. 16	Art. 19
Art. 17	Art. 34
Art. 18	abrogé par L.16.VI.89
Art. 19	non repris
Art. 20	Art. 36

2^e Loi du 26.6.1990

Coord.

Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}
Art. 2	modif. intitulés
Art. 3	Art. 2
Art. 4	Art. 3
Art. 5	Art. 4
Art. 6	Art. 6
Art. 7	Art. 7
Art. 8	modif. intitulé
Art. 9	Art. 10
Art. 10	Art. 11

Artikel 29

De Koning kan de wetten die door deze wet worden gewijzigd, coördineren met de bepalingen die deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan Hij :

1. de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;
2. de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;
3. zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;
4. het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen die in andere niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

Bijlage II

CONCORDANTIETABEL

1^e Wet van 28.12.1984

Coörd.

Art. 1	Art. 2
Art. 1 ^{bis}	Art. 3
Art. 2	Art. 4
Art. 3	Art. 5
Art. 4	Art. 6
Art. 5	Art. 7
Art. 6	Art. 8
Art. 7, §§ 1 ^{er} , 3 tot 10 § 11	Art. 9 niet overgenomen
Art. 8	Art. 10
Art. 8 ^{bis}	Art. 11
Art. 9	Art. 12
Art. 10	niet overgenomen
Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 14
Art. 13	Art. 15
Art. 14	Art. 16
Art. 15	Art. 17
Art. 15 ^{bis}	Art. 18
Art. 16	Art. 19
Art. 17	Art. 34
Art. 18	opgeheven W.16.VI.89
Art. 19	niet overgenomen
Art. 20	Art. 36

2^e Wet van 26.6.1990

Coörd.

Art. 1	Art. 1
Art. 2	wijzigt opschriften
Art. 3	Art. 2
Art. 4	Art. 3
Art. 5	Art. 4
Art. 6	Art. 6
Art. 7	Art. 7
Art. 8	wijzigt opschrift
Art. 9	Art. 10
Art. 10	Art. 11

2 ^e Loi du 26.6.1990	Coord.	2 ^e Wet van 26.6.1990	Coörd.
Art. 11	Art. 13	Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 15	Art. 12	Art. 15
Art. 13	Art. 18	Art. 13	Art. 18
Art. 14	Art. 20	Art. 14	Art. 20
Art. 15	Art. 21	Art. 15	Art. 21
Art. 16	Art. 22	Art. 16	Art. 22
Art. 17	Art. 23	Art. 17	Art. 23
Art. 18	Art. 24	Art. 18	Art. 24
Art. 19	Art. 25	Art. 19	Art. 25
Art. 20	Art. 26	Art. 20	Art. 26
Art. 21	Art. 27	Art. 21	Art. 27
Art. 22	Art. 28	Art. 22	Art. 28
Art. 23	Art. 29	Art. 23	Art. 29
Art. 24	Art. 30	Art. 24	Art. 30
Art. 25	Art. 31	Art. 25	Art. 31
Art. 26	Art. 32	Art. 26	Art. 32
Art. 27	Art. 33	Art. 27	Art. 33
Art. 28	Art. 35	Art. 28	Art. 35
Art. 29	non repris	Art. 29	niet overgenomen
Art. 30	Art. 37	Art. 30	Art. 37

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

TABLES DES MATIERES

Titre I^e. Disposition préliminaire.

Titre II. Dispositions relatives aux organismes publics transférés aux Communautés, aux Régions et à la Commission communautaire commune.

Chapitre I^e. Suppression de certains organismes d'intérêt public, de certains services de l'Etat, et création d'un organisme d'intérêt public pour le logement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Section 1^e. De la suppression de certains organismes et des conséquences de celle-ci.

Section 2. De la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Chapitre II. Suppression du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales.

Chapitre III. Restructuration de l'Office national de l'emploi.

Section 1^e. Du transfert des missions, droits, obligations et biens.

Section 2. De l'Office régional bruxellois de l'emploi.

Section 3. Du transfert du personnel.

Section 4. Du plan de restructuration.

Titre III. Suppression de certains organismes publics ou autres services de l'Etat.

Chapitre I^e. Le Fonds des routes.

Chapitre II. La Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles.

Chapitre III. L'Institut national des industries extractives.

Chapitre IV. Le Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie.

Chapitre V. L'Institut économique et social des classes moyennes .

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

INHOUDSOPGAVE

Titel I. Voorafgaande bepaling.

Titel II. Bepalingen betreffende de openbare instellingen aan de Gemeenschappen, aan de Gewesten en aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overgedragen.

Hoofdstuk I. Afschaffing van sommige instellingen van openbaar nut, van sommige overheidsdiensten en oprichting van een instelling van openbaar nut voor de huisvesting in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Afdeling 1. Afschaffing van sommige instellingen en gevolgen van deze afschaffing.

Afdeling 2. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Hoofdstuk II. Afschaffing van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen.

Hoofdstuk III. Herstructureren van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Afdeling 1. Overdracht van opdrachten, rechten, verplichtingen en goederen.

Afdeling 2. De Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling.

Afdeling 3. Overdracht van het personeel.

Afdeling 4. Herstructureringsplan.

TITEL III. Afschaffing van sommige instellingen of andere overheidsdiensten.

Hoofdstuk I. Het Wegenfonds.

Hoofdstuk II. De Naamloze Venootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel.

Hoofdstuk III. Het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven.

Hoofdstuk IV. Het Nationaal Comité voor planning en controle van de staalnijverheid.

Hoofdstuk V. Het Economisch en Sociaal Instituut voor de middenstand.

Chapitre VI. Le Comptoir commercial et la Sécherie de graines forestières de l'Etat.

Chapitre VIII. Suppression des patrimoines constitués en personnes juridiques auprès des stations de recherche agronomique de l'Etat.

Titre IV. Restructuration de certains organismes publics.

Chapitre Ier. La Régie des voies aériennes.

Chapitre II. L'Office belge du commerce extérieur.

Chapitre III. Le Bureau du plan.

Chapitre IV. La Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux.

Titre V. Restructuration de certains établissements d'utilité publique.

Chapitre Ier. Le Centre d'étude de l'énergie nucléaire.

Chapitre II. L'Institut national des radio-éléments.

Titre VI. Dispositions communes.

Chapitre Ier. Du transfert des biens, droits et obligations.

Chapitre II. Dispositions relatives aux régimes de pensions.

Chapitre III. De l'entrée en vigueur.

Annexe I. Dispositions non reprises dans la coordination.

Annexe II. Table de concordance.

Annexe III. Table des matières.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 13 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Hoofdstuk VI. Het handelskantoor en de drogerij van boszaden van de Staat.

Hoofdstuk VIII. Afsluiting van de vermogens opgericht in rechtspersoonlijkheden bij de Rijksstations voor landbouwkundig onderzoek.

Titel IV. Herstructureren van sommige openbare instellingen.

Hoofdstuk I. De Regie der Luchtwegen.

Hoofdstuk II. De Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel.

Hoofdstuk III. Het Planbureau.

Hoofdstuk IV. De Nationale Maatschappij voor de Herstructureren van de nationale sectoren.

Titel V. Herstructureren van sommige instellingen van openbaar nut.

Hoofdstuk I. Het Studiecentrum voor kernenergie.

Hoofdstuk II. Het Nationaal Instituut voor radio-elementen.

Titel VI. Algemene bepalingen.

Hoofdstuk I. Overdracht van goederen, rechten en verplichtingen.

Hoofdstuk II. Bepalingen met betrekking tot de pensioenregelingen.

Hoofdstuk III. Inwerkingtreding.

Bijlage I. Bepalingen die in de coördinatie niet overgenomen zijn.

Bijlage II. Concordantietabel.

Bijlage III. Inhoudstabel.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 maart 1991

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

W. MARTENS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 91 — 987 (91 — 415)

20 DÉCEMBRE 1990. — Arrêté royal portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de Normalisation (IBN). — Errata

Au *Moniteur belge* du 14 février 1991, page 2049, à l'article 2, remplacer le 2^e alinéa par le suivant :

« La norme NBM C 68-685-1, 3^e édition, remplace NBN C 68-685-1, 2^e édition, homologuée par l'arrêté royal du 19 janvier 1961. »

F. 91 — 988 (91 — 378)

24 JANVIER 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 30 du 12 février 1991 :

— page 2803 :

Au 6^e alinéa, dans la version française, à la fin de la 2^e phrase, remplacer « et de la présence d'arbres » par « et la présence d'arbres ».

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 987 (91 — 415)

20 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit houdende bekrachtiging van Belgische normen uitgewerkt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (BIN). — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1991, bladzijde 2949 artikel 2, vervang de 2e alinea door de volgende :

« Norm NBN C 68-685-1, 3e uitgave, vervangt NBN C 68-685-1 2e uitgave, bekrachtigt bij koninklijk besluit van 19 januari 1961 »

N. 91 — 988 (91 — 378)

24 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 30 van 12 februari 1991

— pagina 2803

In de 6^e alinea, aan het einde van de 2^e zin van de franstalige versie « et de la présence d'arbres » vervangen door « et la présence d'arbres ».